

Envoyé en préfecture le 11/03/2021

Reçu en préfecture le 11/03/2021

Affiché le

**SLOW**

ID : 058-245804406-20210227-DE\_21\_02\_27\_016-BF



**nevers**  
AGGLOMÉRATION

# **BUDGET PRIMITIF 2021**

**Note relative aux informations financières  
essentiels aux budgets primitifs 2021**

**Conseil communautaire 27/02/2021**

# BUDGET PRIMITIF 2021

Après la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires le 10 février 2021, le document présente, conformément à l'article L.2313-1 du CGCT, l'ensemble des éléments budgétaires et financiers figurant dans le budget primitif 2021 composé du budget principal et de 7 budgets annexes.

Le vote du budget ayant été avancé, la plupart des éléments transmis par l'Etat ne sont pas encore connus ; ils sont évalués sur la base de 2020 et seront réajustés par décision modificative si besoin.

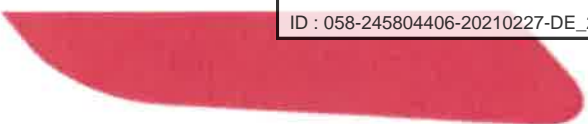
Envoyé en préfecture le 11/03/2021

Reçu en préfecture le 11/03/2021

Affiché le

**SLOW**

ID : 058-245804406-20210227-DE\_21\_02\_27\_016-BF



# **BUDGET PRIMITIF 2021**

**Rappel des éléments figurant dans le Débat  
d'Orientations Budgétaires**

## **Rappel du contexte économique et social :**



- La croissance du PIB en zone euro devrait chuter de 8 % en 2020 avant de rebondir de 6 % en 2021 (sous réserve des conséquences de la crise sanitaire).
- La croissance française a chuté de 10.3% en 2020.
- Le taux de chômage devrait culminer au dessus de 11 % d'ici à mi- 2021 malgré le dispositif d'activité partielle mis en place par l'Etat.
- Le déficit public est de l'ordre de 11,3 % du PIB en 2020 et devrait atteindre 8,5 % en 2021.
- La dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB en 2020 et est prévue à 122,4 % en 2021.
- Le taux d'inflation est de 0,5 % en 2020 et prévu à 0,6 % en 2021.
- L'évolution forfaitaire des bases est de 0.2% en 2021 en dehors de l'évolution physique.

## **Rappel de la Loi de finances pour 2021 orientée vers la relance économique**



- Elle déploie un plan « France Relance » de 100 milliards € soit 4,3 % du PIB.
- Elle contient 20 mds € de dépenses d'urgence pour les secteurs les plus touchés par la crise (restauration, événementiel, loisirs, soutien au secteur de la montagne,...)
- Les dotations de l'Etat restent stables (environ 27 mds €).
- Les dotations d'investissement sont maintenues au niveau de 2020 avec 2 mds € (DETR, DSIL, DPV) et des niveaux d'intervention > 80 % pour les dépenses de rénovation énergétique des bâtiments. Un milliard € supplémentaire pour la DSIL est entériné à travers le plan de Relance.
- Comme en 2019 et 2020, les enveloppes de DSU et DSR sont abondées chacune de 90 M €.
- Elle acte la baisse des impôts de production des entreprises pour 10 mds €.
- L'abaissement du taux de plafonnement de la CET (CFE + CVAE) de 3 à 2 % de la valeur ajoutée.
- Les valeurs locatives des locaux industriels sont divisées par 2.
- La reconduction en 2021 (pour les seules recettes fiscales) de la clause de sauvegarde à hauteur de 200 M €.
- La suppression progressive de la TH pour les résidences principales se poursuit.

## Détail des principales mesures de la LF 2021 impactant les collectivités territoriales :



### 1 - LES DOTATIONS :

Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités à périmètre constant sont en hausse de **1,2 %** pour atteindre **117,447 milliards d'euros**.  
Le volume de DGF passe de **26,847 milliards d'euros en 2020 à 26,756 milliards d'euros en 2021**.

Détail	2020	Variation	Evaluation 2021
Dotation intercommunauté	1 028 089	+1,9 %	1 048 000
Dotation compensation	6 627 794	-1,81 %	6 510 000
<b>TOTAL</b>	<b>7 655 883</b>	<b>-1,31 %</b>	<b>7 558 000</b>

La loi de finances prévoit une minoration faible des variables d'ajustement de **50 millions €** sans impacter le bloc communal.

## **Détail des principales mesures de la LF 2021 impactant les collectivités**



### **territoriales :**

#### **LES DOTATIONS (suite) :**

**- Maintien des dotations de soutien à l'investissement local depuis 2019 :**

**Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €**

**Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €**

**Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions €**

**Cependant, 1 milliard € d'autorisation d'engagement supplémentaire sur la DSIL est entérinée à travers le plan de Relance (LFR3 pour 2020).**

**La dotation d'investissement pour la rénovation énergétique de bâtiments pourra, sous conditions, être supérieure aux 80 % maximum de soutien.**

## Détail des principales mesures de la LF 2021 impactant les collectivités territoriales



### 2 – LES MESURES FISCALES :

- suppression de la CVAE des Régions.
- Abaissement du seuil de plafonnement à la valeur ajoutée de **3 % à 2 %** (art 3):  
La CET des entreprises (CVAE + CFE) sera donc limitée à **2 %**, ce qui revient à plafonner la CFE.  
Pour les entreprises qui étaient plafonnées à 3%, cela représente une baisse d'1/3 des impôts de production. Pour une entreprise non assujettie à la CVAE, le poids de la CFE sera moindre et limité à 2 %.
- Les valeurs locatives des établissements industriels **sont divisées par 2** (art 4) mais font l'objet d'une compensation intégrale de l'Etat par l'intermédiaire d'un nouveau prélèvement sur recettes de 3,29 milliards d'euros en 2021.
- Exonération temporaire de 3 ans de CET en cas de création ou d'extension d'établissement sous réserve de délibération afin de favoriser la relance économique.

## **Détail des principales mesures de la LF 2021 impactant les collectivités territoriales**



### **2 – LES MESURES FISCALES (suite) :**

**Transfert du produit net de TVA pour compenser la perte de TH à neutraliser**

$$\begin{aligned} &= \\ &\text{Produit de bases nettes définitives de 2020} \\ &\quad \times \\ &\quad \text{taux TH 2017} \\ &+ \end{aligned}$$

**moyenne triennale des rôles supplémentaires et de la compensation TH reçue en 2020**

**Le pourcentage s'applique sur la TVA de l'année N. Cette compensation sera indexée sur l'évolution nationale des recettes de TVA.**

**C'est un mécanisme assurantiel favorable mais qui s'inscrit dans une trajectoire de réduction continue du levier fiscal des collectivités locales.**

## **Détail des principales mesures de la LF 2021 impactant les collectivités territoriales**

### **Retour sur la réforme de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales :**

#### **Premier temps : article 5 LF 2018**

**Suppression de la TH sur les résidences principales pour 80 % des contribuables à partir de 2020**

**Maintien de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants**

#### **Deuxième temps : article 16 LF 2020**

**Elargissement de la suppression de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants d'ici à 2023**

**Disparition de la TH sur les résidences principales d'ici à 2023 pour l'ensemble des contribuables**

## Détail des principales mesures de la LF 2021 impactant les collectivités territoriales

### Retour sur la réforme de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales

- La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants sera maintenue après 2023 et pour les logements qui passeront d'une catégorie à une autre (principal à secondaire)
- gel des taux d'imposition et des quotités abattues au niveau de 2019
- interdiction d'augmenter le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants en 2021 et 2022.

### Les pouvoirs de taux des EPCL en 2021 :

- seuls les taux de la TFB, la TFNB et la CFE seront votés en 2021.
- le taux de CFE ne peut pas augmenter plus que celui de la TFPNB.
- la TFB n'est pas encadrée.
- le taux de la TFNB ne peut pas varier plus que le taux de la TFB.

### Les EPCL vont donc percevoir :

La fiscalité économique (CFE, CVAE, IFEF, TASCOM, TAFNB) ; compensations FB ; FB intercommunal ; TH résidences secondaires ; Fraction de TVA nationale.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021

Reçu en préfecture le 11/03/2021

Affiché le

**SLOW**

ID : 058-245804406-20210227-DE\_21\_02\_27\_016-BF

# NEVERS AGGLOMERATION EN 2021



**nevers**  
AGGLOMERATION

## **Les principales orientations budgétaires 2021 :**



- **Respect des principes fixés dans le pacte fiscal et financier, notamment le maintien des taux de fiscalité locale (inchangés depuis la réforme de la TP\_LF2010).**
- **Maintien du taux de TEOM à 6.50%.**
- **Maîtrise rigoureuse des charges de fonctionnement courant.**
- **En l'état des connaissances, intégration de l'impact de la crise sanitaire sur les baisses de recettes tarifaires .**
- **Maintien de l'enveloppe globale de la Dotation de Solidarité Communautaire au niveau des années précédentes (1,8 millions €).**
- **Poursuite et fin du programme d'investissements en adéquation avec les ambitions du projet de Territoire de la mandature précédente.**
- **Intégration des nouvelles dépenses liées au transfert de charges : compétence « eaux pluviales » (sous réserve approbation du rapport de la CLETC) et réseau de chaleur.**



# Les ambitions déclinées dans le budget primitif 2021

**Elles correspondent, en grande partie, à la fin du programme des équipements décidés lors du mandat précédent et qui n'étaient pas terminés en 2020.**

## Stratégie intégrée : synthèse des dépenses d'équipement : **14,70 M €**

**Ambition 1 : Un territoire qui affirme son dynamisme économique**  
➤ **1,07 M€**

**Ambition 2 : Un territoire qui conforte son attractivité**  
➤ **0,40 M€**

**Ambition 3 : Un territoire qui place l'humain au centre des projets**  
➤ **3,78 M€**

**Ambition 4 : Un territoire qui protège ses habitants et ses activités économiques**  
➤ **6,17 M€**

**Autres dépenses d'équipement pour l'ensemble des budgets :**

➤ Moyens de services et adaptation des équipements : **3,28 M€**

Ambition I : Un territoire qui affirme son dynamisme économique : **1,07 M€**



**nevers**  
AQUIL'ÉMO-TION

➤ Multiplier et développer les atouts économiques du territoire par l'innovation, l'adaptation des compétences, l'appui aux entreprises et investisseurs.



Pacte Territorial : **462 K€**

Aide aux entreprises : **520 K€**

Aéroport de Nevers : **60 K€**

➤ Développer et organiser l'offre d'enseignement supérieur en complémentarité avec l'offre de formation régionale et supra-régionale.



Restaurant universitaire : **11 K€**

Aide aux établissements d'enseignement supérieur (IUT) : **11 K€**

PASS (1<sup>ère</sup> année parcours santé) : **2 K€**

Campus connecté: **2 K€**

Ambition 2 : Un territoire qui conforte son attractivité : **0,40 M€**

➤ Faire de notre position centrale et de nos infrastructures accessibles, des atouts de compétitivité pour l'accueil d'activités numériques.



**L'INKUB** : Aménagements intérieurs : **150 K €**

**L'inkub phase 2** : Réhabilitation du bâtiment 5 de l'ancienne Caserne : **192 K€** (avance de 30 %)

➤ Prendre appui sur la Loire et les richesses locales pour développer le tourisme et la notoriété du Territoire.



Equipements du port de la Jonction : **57 K€**

## Ambition 3 : Un territoire qui place l'humain au centre des projets : **3,78 M €**

### ➤ Proposer un maillage de services et d'équipements favorisant le vivre ensemble



Travaux et aménagements des équipements aquatiques: **140 K€**  
(notamment sur l'îlot Corail)



Réhabilitation et extension du café Charbon : **860 K€**



Rénovation en mode énergie positive de la maison de la culture : **346 K€**

## Ambition 3 : Un territoire qui place l'humain au centre des projets :

### ➤ Organiser le développement équilibré et solidaire de tous les territoires de l'agglomération - Garantir l'accès à un habitat de qualité, économe en énergie et adapté à chacun

Subventions aux propriétaires dans le cadre de l'OPAH-RU : 200 K€

Aide à l'accession à la propriété : 300 K€

Aides à l'habitat rue du Pont, l'Ermitage, le Banlay et Courlis : 560 K€

Acquisition de terrains, travaux aire d'accueil des gens du voyage et étude

pour la nouvelle aire : 600 K€

Thermographie aérienne : 9 K€



### ➤ Proposer un maillage de services et d'équipements favorisant le vivre ensemble.

- Numérique ( expérimentation Orange et déploiement IOT): 360 K€

### ➤ Amélioration du service à la population en matière de déchets ménagers



Etudes pour réhabilitation des déchetteries : 153 K€

Achat bacs : 40 K€

Travaux à l'usine de traitement : 216 K€

Ambition 4 : Un territoire qui protège ses habitants et ses activités économiques : **6,17 M€**



➤ **Réduire la vulnérabilité du territoire au risque inondation**



Stratégie locale de gestion du risque inondation : **1 442 K€**

## Ambition 4 : Un territoire qui protège ses habitants et ses activités économiques



### ➤ Schéma directeur d'eau potable et d'assainissement

Gestion patrimoniale des réseaux et ouvrages d'eau potable : | 381 K€

Réhabilitation de l'usine d'eau potable : | 272 K€

Gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement : | 605 K€

Station de traitement des eaux usées : 475 K€



## Détail des autres dépenses d'équipement pour l'ensemble des budgets (non classées dans les 4 ambitions principales) : 3,28 M€

Les principales « autres » dépenses d'équipement sont les suivantes :

- **Tourisme : fonds de concours (solde) et aides au secteur privé : 90 K €**
- **Patrimoine mobilier de l'agglomération : travaux aire de lavage et chaufferie : 125 K €**
- **Garage : acquisition de véhicules (notamment pour les déchets) : 260 K €**
- **Informatique : équipement en matériel et nouveaux logiciels : 304 K €**
- **Eaux pluviales : volume d'investissement prévisionnel : 300 K €**
- **Culture : écran la Maison, relamping et autres dépenses : 500 K €**
- **Budget eau : acquisition véhicule, branchements plomb et renouvellement progressif des compteurs : 230 K €**
- **Budget transports et mobilités : travaux et aménagements liés aux déplacements à vélo ; acquisition de véhicules (dont 2 bus) : 1 170 K €**

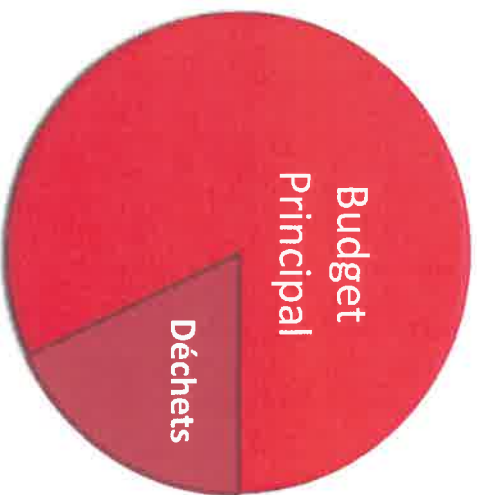
## Situation et orientations budgétaires de l'agglomération

### Evolution de la population de l'agglomération : + 118 habitants en 2021

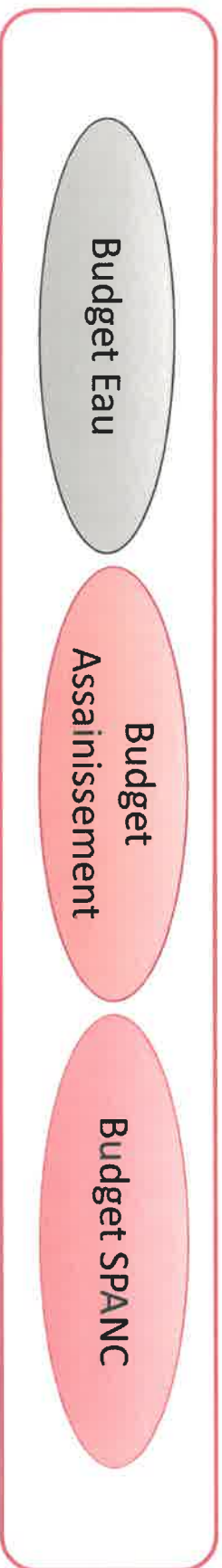
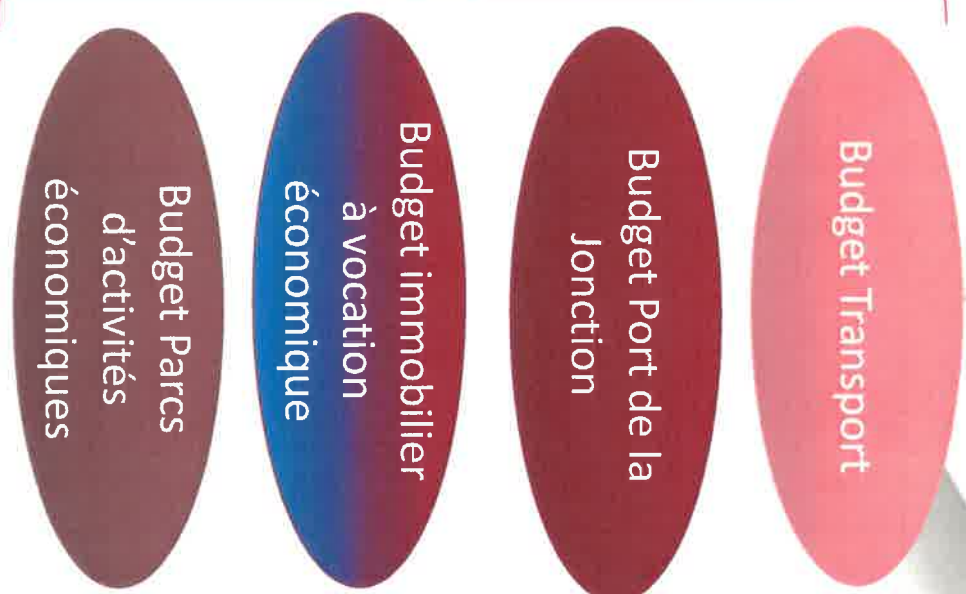


	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Challuy</b>	1 683	1 651	1 661	1 669	1 679	1 670	1 664
<b>Coulanges-lès-Nevers</b>	3 796	3 799	3 765	3 775	3 785	3 713	3 722
<b>Fourchambault</b>	4 950	4 772	4 602	4 430	4 386	4 287	4 235
<b>Garchizy</b>	4 008	4 017	4 000	3 850	3 849	3 771	3 781
<b>Germigny-sur-Loire</b>	770	777	784	786	786	778	778
<b>Gimouille</b>	479	480	472	470	470	466	461
<b>Marzy</b>	3 824	3 854	3 858	3 864	3 869	3 870	3 904
<b>Nevers</b>	37 026	36 482	36 186	35 899	34 799	34 097	34 353
<b>Parigny-les-Vaux</b>	1 030	1 017	1 001	988	996	996	999
<b>Pougues-les-Eaux</b>	2 467	2 482	2 514	2 480	2 462	2 441	2 426
<b>Saincaize-Meauce</b>	429	417	412	405	391	383	375
<b>Sermoise-sur-Loire</b>	1 669	1 669	1 665	1 655	1 619	1 585	1 567
<b>Varennes-Vauzelles</b>	9 751	9 689	9 721	9 702	9 589	9 474	9 384
<b>TOTAL</b>	<b>71 882</b>	<b>71 106</b>	<b>70 641</b>	<b>69 973</b>	<b>68 680</b>	<b>67 531</b>	<b>67 649</b>

# Les interactions budgétaires en 2021



Subventions  
d'équilibre



Envoyé en préfecture le 11/03/2021

Reçu en préfecture le 11/03/2021

Affiché le

**SLOW**

ID : 058-245804406-20210227-DE\_21\_02\_27\_016-BF

# 1 - LE BUDGET PRINCIPAL 2021



**nevers**  
ASSOCIATION

## LE BUDGET PRINCIPAL 2021 – GENERALITES



- Le budget principal regroupe l'ensemble des moyens généraux de l'agglomération (administration, communication, finances, ressources humaines, informatique, marchés publics, intendance, garage, bâtiments,...) et les compétences qui n'ont pas à être individualisées dans un budget annexe.
- En 2021, les compétences sur le budget principal sont : la gestion des déchets, les sports, les piscines, la culture, le climat et l'énergie, la gestion des milieux et risques, le développement numérique, l'enseignement supérieur, la cohésion sociale et l'habitat, la santé, le tourisme, l'accueil des gens du voyage, le développement économique et territorial et 2 nouvelles compétences : le réseau de chaleur et la gestion des eaux pluviales.
- Le budget est présenté TTC sauf quelques activités qui sont assujetties à la TVA (locations, saisons culturelles,...).
- Il centralise les recettes fiscales, les dotations, les reversements aux communes membres et participe à l'équilibre de certains budgets annexes.
- L'instruction comptable applicable est la M14 en 2020. Elle sera remplacée ultérieurement par l'instruction M57.
- Les biens amortis sont les biens renouvelables et ceux productifs de revenus (bâtiments loués,...).

## Suivi de l'impact financier du COVID

DETAIL	Avant COVID	CA 2020 (provisoire)	BP 2021	2022
Entrées piscine	950 000	266 105	370 000	
Taxe de séjour	200 000 à 250 000	133 462	150 000	
Port de la Jonction	65 000	33 864	36 000	
Recettes voyageurs	1 308 029 minimum	1 041 333	1 139 000	
Versement mobilité	4 600 000 à 4 900 000	4 598 334	4 600 000	
CFE	6 849 635	6 827 572	6 830 000	
CVAE	4 087 244	4 089 614	3 599 575	

# LE BUDGET PRINCIPAL 2021



Le budget principal 2021 est un « budget de transition » établi avec prudence eu égard au manque de visibilité sur l'évolution et la durée de la crise sanitaire.

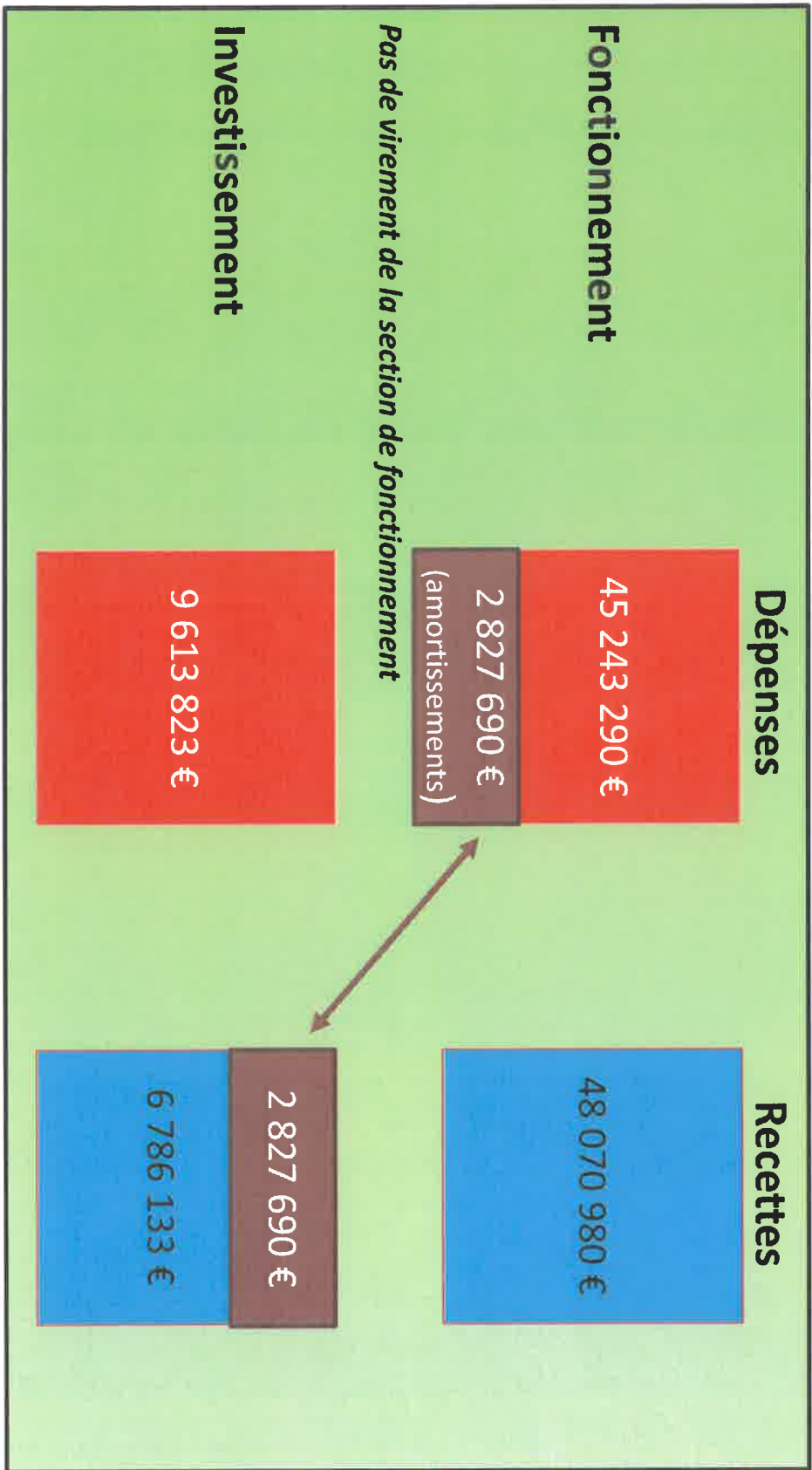
L'année 2021 sera consacrée à :

- l'élaboration du nouveau projet de Territoire du mandat
- la finalisation des contractualisations
- l'actualisation de la prospective budgétaire et du nouveau PPI
- la rédaction d'un nouveau pacte fiscal et financier.

Le budget principal 2021 se présente ainsi:

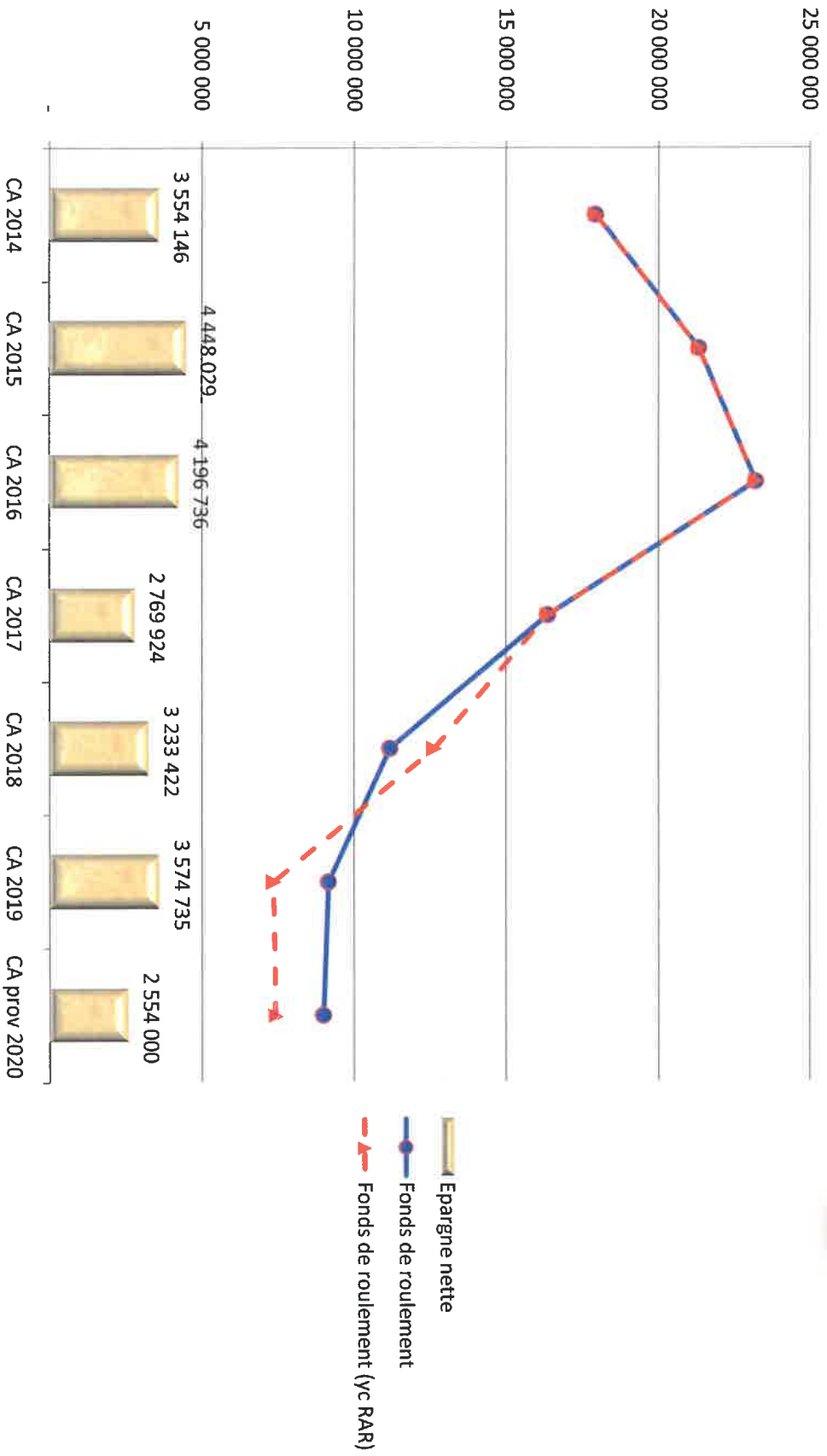
<b>Section d'investissement</b>	<b>9 613 823</b>
<b>Section de fonctionnement</b>	<b>48 070 980</b>
<b>TOTAL</b>	<b>57 684 803</b>

# Les grands équilibres du budget principal





# EVOLUTION DU FONDS DE ROULEMENT ET DE L'ÉPARGNE NETTE DU BUDGET PRINCIPAL



## **LE BUDGET PRINCIPAL 2021 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT - LA FISCALITE**



**Les taux de fiscalité directe 2021 sont maintenus :**

- **Taxe d'habitation : 13,18 % (pas de pouvoir de taux)**
- **Taxe sur le foncier bâti : 0%**
- **Taxe sur le foncier non bâti : 2,61 %**
- **Cotisation Foncière des Entreprises : 27,65 %**
- **Taxe d'enlèvement des Ordures ménagères : 6,50 %**
- **Pas de taxe GEMAPI pour l'instant.**

## EVOLUTION DU PRODUIT ATTENDU DE LA FISCALITE

Les principales recettes fiscales à taux constant	BP 2019	BP 2020	Réalisé en 2020	BP 2021	Evolution 2021/2020
Taxe d'habitation	13 765 060	13 927 174	13 768 729	13 770 000	-1,12 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	25 857	26 204	26 155	26 000	+ 0 %
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	121 144	124 491	123 671	124 000	+ 0 %
<b>Total impôts ménages</b>	<b>13 912 061</b>	<b>14 077 869</b>	<b>13 918 555</b>	<b>13 920 000</b>	<b>-1,12 %</b>
Cotisation foncière des entreprises	6 634 331	6 849 635	6 827 572	6 830 000	-0,72 %
Taxe sur les surfaces commerciales	1 252 048	1 318 204	1 276 303	1 250 000	-5,17 %
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	4 043 057	4 087 244	4 089 614	3 599 575	-11,93 %
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux	331 470	336 915	353 676	360 000	+6,85 %
<b>Total impôts entreprises</b>	<b>12 260 906</b>	<b>12 591 998</b>	<b>12 547 165</b>	<b>12 039 575</b>	<b>-4,39 %</b>
Taxe enlèvement des Ordures Ménagères	5 996 667	6 064 016	6 078 345	6 080 000	+0,26 %
Taxe de séjour	200 000	200 000	133 471	150 000	- 25 %
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>32 369 634</b>	<b>32 933 883</b>	<b>32 664 065</b>	<b>32 189 575</b>	<b>-2,26 %</b>

## EVOLUTION DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES



Il s'agit des compensations par l'Etat des pertes de ressources résultant des exonérations décidées par la Loi (montants provisionnels).

Détail des allocations compensatrices	BP 2019	BP 2020	Evaluation BP 2021
Taxe d'habitation	1 152 520	1 213 060	1 220 000
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	6	6	6
CFE – Réduction des bases des créations d'établissements	818	1 051	1 200
CFE – Exonérations en Zones d'Aménagement du Territoire	2 371	1 412	1 000
CFE – Autres allocations	91 412	97 364	100 000
CVAE – Part relative aux exonérations compensées	3 629	2 370	1 500
<b>TOTAL</b>	<b>1 250 756</b>	<b>1 315 263</b>	<b>1 323 706</b>

# EVOLUTION DES AUTRES ELEMENTS FINANCIERS DETERMINANTS



	BP 2019	Réalisé 2019	BP 2020	Réalisé 2020	BP 2021	Evolution 2021/2020
<b>RECETTES</b>						
Dotation d'intercommunalité	1 024 000	996 058	1 028 089	1 028 089	1 048 000	+1,9%
Dotation de compensation	6 754 000	6 751 227	6 627 794	6 627 794	6 510 000	- 1,81%
FCTVA (investissement et fonctionnement)	2 112 000	1 844 729	1 005 000	726 360	1 305 000	+29,85%
<b>FPIC</b>						
Dépenses	321 000	311 848	300 000	349 433	350 000	+ 16,66%
Recettes	489 000	512 725	500 000	530 376	530 000	+ 6%
Solde	168 000	200 877	200 000	180 943	190 000	- 5%
<b>DEPENSES</b>						
Attribution de compensation	13 950 000	14 014 042	13 380 000	13 377 071	12 750 000	- 4,71%
Dotation de Solidarité Communautaire	1 850 000	1 843 866	1 846 000	1 845 435	1 846 000	Maintien
FNGIR	3 485 347	3 485 347	3 485 347	3 485 347	3 485 347	-
Subventions d'équilibre aux budgets annexes (Port et Transports)	2 006 047	1 463 170	2 461 105	En attente CA 2020 - 2 890 103€ maximum	1 678 164	- 31,8%

# LE BUDGET PRINCIPAL 2021



## Récapitulatif des recettes de fonctionnement :

Recettes de fonctionnement	BP 2019	BP 2020	BP 2021	Evolution 2021/2020
Atténuation de charges (remboursement frais de personnel)	75 000	50 000	60 000	+ 20 %
Produits des services	2 220 151	2 580 200	3 365 619	+ 30,44 %
Impôts et taxes	33 226 072	33 513 886	32 826 000	- 2,06 %
Dotations et participations	10 238 502	10 406 895	10 492 113	+ 0,82 %
Autres produits de gestion courante	333 208	236 212	237 129	+ 0,4 %
Produits exceptionnels	169 659	204 300	190 119	- 6,95 %
Reprise sur provisions	7 000		0	- 100 %
<b>TOTAL RECETTES REELLES FONCTIONNEMENT</b>	<b>46 269 592</b>	<b>46 991 493</b>	<b>47 170 980</b>	<b>+ 0,04 %</b>
Opérations d'ordre entre sections	687 384	710 000	900 000	+ 27 %
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>	<b>687 384</b>	<b>710 000</b>	<b>900 000</b>	<b>+ 27 %</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>46 956 976</b>	<b>47 701 493</b>	<b>48 070 980</b>	<b>+ 0,77%</b>

# Récapitulatif des dépenses de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	BP 2019	BP 2020	BP 2021	Evolution 2021/2020
Charges de personnel	7 589 900	8 993 000	8 969 800	- 0,25 %
Charges à caractère général	10 018 725	10 124 172	12 944 736	+ 27,86 %
Atténuations de produits (AC, DSC, FNGIR, FPIC)	19 606 347	19 011 347	18 431 347	- 3,05 %
Autres charges de gestion courante	7 004 820	6 958 587	4 893 807	- 29,67 %
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION COURANTE</b>	<b>44 219 792</b>	<b>45 087 106</b>	<b>45 239 690</b>	<b>+ 0.34 %</b>
Charges financières	973	11 000	1 000	- 91 %
Charges exceptionnelles	41 285	2 900	2 600	- 10,34 %
<b>TOTAL DEPENSES REELLES FONCTIONNEMENT</b>	<b>44 262 050</b>	<b>45 101 006</b>	<b>45 243 290</b>	<b>+ 0.32 %</b>
Autofinancement	327 034	200 000	0	- 100 %
Opérations d'ordre entre sections	2 367 892	2 400 487	2 827 690	+ 17,80 %
<b>TOTAL DEPENSES ORDRE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 694 926</b>	<b>2 600 487</b>	<b>2 827 690</b>	<b>+ 8,74 %</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>46 956 976</b>	<b>47 701 493</b>	<b>48 070 980</b>	<b>+ 0,77 %</b>

## LE BUDGET PRINCIPAL 2021 : Détail des comptes présentés



Les recettes réelles de fonctionnement augmentent de **+0.04%**.

Les produits des services progressent de **+30 %** ; ils s'expliquent notamment par le remboursement par le SIEEEN, et les CCOM des Bertranges et de Cœur de Loire du traitement de leurs déchets à l'usine avec le corolaire de coûts supplémentaires en dépenses.

Les opérations d'ordre entre sections augmentent en lien avec des subventions encaissées à amortir.

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de **+0.32%**.

Globalement, les dépenses de personnel représentent **19.8%** des dépenses réelles de fonctionnement. Elles baissent (tout budget confondu) de **-0.14%** par rapport à 2020. Le montant des crédits inscrits au chapitre 012 s'élève à **8 969 800€** en diminution de **- 0.25%** liés notamment à : 4 départs à la retraite ; 6 postes budgétés en 2020 et non encore pourvus. Cinq recrutements sont programmés en 2021 pour renforcer certains services ainsi que la création d'un poste de chargé de missions Plan d'Alimentation Territoriale ( co-financé par l'ADEME).

## **LE BUDGET PRINCIPAL 2021 : (suite)**

**Les charges à caractère général progressent de +27 %, mais elles sont compensées par des recettes supplémentaires (compétence déchets) ou correspondent à la participation versée à la SCOP qui était auparavant dans un autre chapitre.**

**Les atténuations de produits se composent des attributions de compensation recalculées en prenant en compte les compétences « réseau de chaleur » et « eaux pluviales ».**

**La DSC, le FNGIR et le FPIC sont à l'identique.**

**Les charges de gestion courante baissent car le versement à la SCOP ne figure plus à ce chapitre et les subventions versées ont été revues pour tenir compte des manifestations supprimées.**

**Le prélèvement global sur le fonctionnement progresse de 8,74 % et correspond uniquement aux amortissements.**

## Finances

## La section d'investissement – Les recettes

Recettes d'investissement	BP 2019	BP 2020	BP 2021
Amortissements	2 367 892	2 400 487	2 827 690
Autofinancement	327 034	200 000	0
Sous Total	2 694 926	2 600 487	2 827 690
Emprunt	6 718 198	3 385 779	3 291 869
FCTVA	2 104 000	1 000 000	1 300 000
Opérations pour compte de tiers	792 812	101 145	50 000
Opérations ordres - cessions	10 134 000		0
Remboursement avance			0
Produit des cessions		39 000	72 864
Subventions	7 374 999	5 067 551	2 071 400
<b>TOTAL</b>	<b>29 818 935</b>	<b>12 193 962</b>	<b>9 613 823</b>

## **LE BUDGET PRINCIPAL 2021 : Détail des comptes présentés**

Pour financer les dépenses d'équipement, un emprunt d'équilibre est inscrit pour un montant de 3 291 869 €. Il pourra être revu lors de la reprise des excédents du compte administratif 2020 et en fonction de l'avancée du programme d'investissement (volume sensiblement identique à 2020).

Le FCTVA, calculé sur les dépenses éligibles au taux forfaitaire de 16,404 %, est évalué à 1 300 000 €.

Le produit des cessions pour 72 864 € correspond à 4 parcelles de terrain.

Les subventions d'équipement reçues sont évaluées à 2 071 400 €. Elles se rapportent principalement au solde des APCP, à une aide de la Région pour le déploiement IOT (210 K€) et à l'abondement de la Région pour le PACTE (144 K€).

# La section d'investissement – Les dépenses



Dépenses d'investissement	BP 2019	BP 2020	BP 2021
Bâtiments	52 500	70 000	124 000
Garage	379 000	368 000	260 000
Informatique	346 700	260 000	304 000
Administration – Marchés publics	3 000	20 000	15 000
Communication	50 000	5 000	40 000
Ressources Humaines	3 400	5 000	
Politique partenariale	120 000		
Développement économique	2 443 000	502 000	927 000
PACTE (aide aux entreprises)			462 366
Enseignement supérieur (Campus, PASS, RU et IUT)	57 670	168 700	26 000
Culture	3 900 000	3 233 000	1 351 100
Sports communautaires (dont piscines)	1 720 000	199 221	185 000
Cohésion sociale		35 000	
Habitat	900 000	777 000	1 064 000
Santé	207 569	227 038	109 856
Gens du voyage	500 000	200 000	600 000
Réseau eaux pluviales			300 000
Milieus et risques – Equipe rivière	1 007 181	1 578 012	1 559 641
Climat énergie	5 672 531	1 784 049	405 208
Déchets	402 000	1 438 840	409 000
Numerique	50 000	183 000	360 000
Tourisme	220 000	240 044	89 652
Finances	11 784 384	899 558	1 022 000
<i>dont remboursement du capital</i>	122 000	122 000	122 000
<i>dont avance budget BIV</i>	1 100 000	70 000	
<i>Dont transfert comptes du 20 ou 21 au 23</i>	9 905 000		
<i>dont quote-part subvention (ordre)</i>	657 384	707 558	900 000
<b>TOTAL</b>	<b>29 818 935</b>	<b>12 193 962</b>	<b>9 613 823<sub>1</sub></b>

Finances

## **LE BUDGET PRINCIPAL 2021 : (suite)**

**Les dépenses d'investissement s'élèvent à 9 613 823 €.**



Outre la fin des opérations par ambitions initiées lors du mandat précédent dans le cadre du projet de Territoire (Café Charbon, La Maison...), l'agglomération vient en soutien des entreprises et accompagne au côté de la Région la relance de l'économie de proximité via le PACTE. Les montants inscrits dans le cadre du PACTE s'élèvent à 462 K € et correspondent aux montants non utilisés de 2020 auquel s'ajoutent les compléments de l'agglomération et de la Région pour 2021 au FRT (1€ supplémentaire /habitant).

Des aides sont également prévues pour soutenir l'immobilier commercial et artisanal ainsi que l'investissement matériel TPE et PME à hauteur de 520 K €. La réhabilitation des bâtiments de l'Inkub se poursuit avec le bâtiment 5 (192K € correspondant à 30% de l'avance).

Des aides à l'accession à la propriété, des subventions aux propriétaires, et aux bailleurs sociaux sont inscrites à hauteur de 1 064 K €.

Des crédits pour l'achat d'un terrain et les études liées à l'aménagement futur d'une nouvelle aire d'accueil pour les gens du voyage sont prévus pour 600 K €. Un montant prévisionnel de 300 K € est budgété pour la mise en œuvre de la compétence eaux pluviales, dans l'attente de la CLETC.

Enfin, 360 K € sont inscrits en faveur du développement numérique. Ces crédits permettront de poursuivre l'expérimentation Orange et le déploiement de l'IOT (URBACT III).

# LE BUDGET PRINCIPAL 2021

## Autorisations de Programme faisant l'objet de crédits de paiement au budget primitif 2021

Libellé	CP 2017 à 2020	CP 2021	CP exercices suivants	Total
Café Charbon	4 920 000	860 000	0	5 780 000
Rénovation MCNA	5 604 104,18	345 895,82		5 950 000
Risque inondation – MO ADN	855 664,80	1 239 488	4 552 847,20	6 648 000
Risque inondation – MO Etat	440 000	202 500	1 457 500	2 100 000

## Les 11 ratios obligatoires

	Détail des ratios	BP 2021	Communauté d'agglomération à fiscalité propre (2018)	Communauté d'agglomération de 50 000 à 100 000 hab (2018)
1	DRF (Dépenses réelles de fonctionnement) / population (67 649)	668 €	365	343
2	Impositions directes (ID) / population	485 €	335	306
2 bis	(ID – reversements fiscalité) / population	269 €	165	158
3	RRF (Recettes réelles de fonctionnement) / population	697 €	437	407
4	Dépenses brutes d'équipement / population	126 €	87	82
5	Dettes / population	15 €	341	232
6	DGF (Dotations) / population	112 €	92	75
7	Dépenses de personnel / DRF	19,8 %	38,4	40,2
9	Marge autofinancement courant = (DRF + remboursement dette) / RRF	96,1 %	90,8	89,6
10	Dépenses brutes d'équipement / RRF	18,1 %	19,8	20,2
11	Dettes / RRF	2,23 %	77,9	57

Les 11 ratios obligatoires - La comparaison se fait avec les derniers éléments connus (soit 2018) et avec des EPCL qui peuvent être très hétérogènes.

	Détail des ratios	BP 2021	Commentaires
1	DRF / population	668 €	Supérieures à la moyenne mais en corrélation avec les recettes réelles de fonctionnement
2	Impositions directes (ID) / population	485 €	Supérieures à la moyenne mais liées à la fiscalité des entreprises de l'agglomération
2 bis	(ID – reversements fiscalité) / population	269 €	Supérieures à la moyenne mais liées au ratio 2
3	RRF / population	697 €	En rapport avec le ratio 1
4	Dépenses brutes d'équipement / population	126 €	Supérieures à la moyenne même en fin de programme d'investissement
5	Dettes / population	15 €	Niveau très bas et atypique. Pas d'endettement
6	DGF / population	112 €	Niveau de DGF supérieur à la moyenne
7	Dépenses de personnel / DRF	19,8 %	Niveau très bas. 1/5 <sup>ème</sup> des dépenses de fonctionnement
9	Marge autofinancement courant = (DRF + remboursement dette) / RRF	96,1 %	Marge plus faible que la moyenne expliquant la nécessité de la conforter
10	Dépenses brutes d'équipement / RRF	18,1 %	Conforme à la moyenne
11	Dettes / RRF	2,23 %	Très bas. Un peu plus de 8 jours de recettes de fonctionnement permettent de rembourser la dette

# LE BUDGET PRINCIPAL 2021 - rappel

TABLEAU AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL  
Volume à rembourser constant jusqu'en 2025.

ANNÉE	CAPITAL RESTANT DU	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
2021	1 050 416,96	121 274,64	0,00	121 274,64
2022	929 142,32	121 274,64	0,00	121 274,64
2023	807 867,68	121 274,64	0,00	121 274,64
2024	686 593,04	121 274,64	0,00	121 274,64
2025	565 318,40	121 274,64	0,00	121 274,64
2026	444 043,76	46 543,76	0,00	46 543,76
2027	397 500,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2028	357 750,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2029	318 000,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2030	278 250,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2031	238 500,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2032	198 750,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2033	159 000,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2034	119 250,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2035	79 500,00	39 750,00	0,00	39 750,00
2036	39 750,00	39 750,00	0,00	39 750,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 050 416,96</b>	<b>0,00</b>	<b>1 050 416,96</b>